Avoir accès au très haut débit : une urgence pour tous les territoires !

1. La connexion à la fibre, le très haut débit internet, apparaissent comme une des réponses aux questions sociales actuelles et permettent de réduire les inégalités territoriales.

Réponse sur les transports : pouvoir travailler, se soigner, étudier, ... à distance.

Réponse sur les retraites : maintenir les personnes âgées à domicile, développement de la santé à distance, des services d’aide, des services administratifs

Réponse sur l’économie des petites collectivités : maintien des emplois par le développement du télétravail, autoentrepreneurs, micro-entreprises, entreprises de vente à distance, entreprises de services, formation professionnelle à distance, ...

Réponse sur le maintien des services publics par des connexions interactives (avec imagerie) avec les services tels que les impôts, la délivrance des cartes grises, des cartes d’identité, des passeports, recherche d’emplois ...

Réponse au niveau du développement culturel et éducatif. Même chance pour les élèves et étudiants sur tous les territoires. Abonnements à des journaux sous forme numérique ...

Réponse au niveau des loisirs avec accès aux chaînes de télévision : possibilités de chargements de films, streaming, échanges de photos, jeux en ligne ...

2. Plan fibre en France actuellement = abandon des territoires ruraux

Partout en France des R.I.P (réseau d’Initiative Public) ont été mis en place par les départements pour développer le plan fibre voulu par les deux derniers gouvernements.

Partout en France, c’est le même problème : les « quatre mousquetaires » de l’internet (Orange, Free, SFR et Bouygues) refusent d’entrer sur ces réseaux, pour des raisons évidentes de concurrence. Le système est bloqué notamment et surtout pour tous les territoires oubliés ruraux ou suburbains, peu rentables !

L’État, les Régions, l’Europe et les Départements dépensent des sommes pharaoniques pour un résultat très inférieur aux meilleures des prévisions. On pose des prises (Covage a posé 80000 prises
dans le Calvados) mais quasiment aucun client ne souscrit un abonnement FTTH (1% de prises reliées sur 80000 dans le Calvados).

Les statistiques de l'ARCEP ne reposent aujourd'hui que sur le déploiement des prises et non les connexions réelles (éligible ou raccordable). L'information est donc faussée et ceci est valable partout en France.

Les R.I.P montrent aussi leur inefficacité car on a ciblé des priorités qui dépendent uniquement des compétences des départements : développement des infrastructures, établissements de soin et d'enseignement par exemple laissant ainsi toutes les problématiques des territoires ruraux sans réponse.

De nombreuses collectivités réunies ou non en EPCI souhaitent pourtant l'arrivée de la fibre sur leur territoire. Elles ont compris que c'est un puissant outil qui favorise l'implantation d'entreprises, d'artisans, de structures diverses notamment liées à la santé, d'autoentrepreneurs, ... La structuration des R.I.P ne leur permet pas d'avoir des initiatives dans ce sens.

3. **Nous demandons que :**
   - L'État fasse son travail de contrôle pour vérifier, territoire par territoire, la réalité du développement des R.I.P. dans ses fonctionnalités (maisons connectées) et non par des fausses déclarations faites uniquement par les opérateurs.
   - Le plan fibre national soit déclaré comme une urgence pour les territoires ruraux. C'est une réponse à de nombreuses difficultés de ces territoires sur les plans de la mobilité des personnes, des transports, des services publics, de l'accès à la culture, de l'accès à la santé, du développement et du maintien des entreprises, ...
   - **Nous demandons l'accès au très haut débit (donc la fibre) et on ne parle pas de haut débit pour nos campagnes. Les annonces du gouvernement sont inquiétantes car 2022 serait une date pour le haut débit et non le très haut débit partout en France !**
   - **Nous refusons donc les solutions de remplacement à moindre coût telle la 4G qui sont retenues pour pérennes ensuite pour nos territoires.**
   - **Nous demandons que l'État conditionne ses aides publiques aux grands opérateurs (Orange, Free, SFR et Bouygues) au raccordement à la fibre quels que soient les territoires (urbains, ruraux, suburbains)**

**Contact :**

**Association Collectif Cœur de Fibre Calvados**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Serge Rochefort</th>
<th>5 Rue du Point du Jour</th>
<th>14610 COLOMBY-ANGUERNY</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Tél : 06 81 36 30 28</td>
<td>Mail : <a href="mailto:srochefort@wanadoo.fr">srochefort@wanadoo.fr</a></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

[Site internet : www.collectifcoeurfibre14.fr]